

Question n°5 : Quelle est votre analyse de la situation concurrentielle du marché mobile ?

On peut considérer qu'il existe deux zones de marché, une zone urbaine à forte population caractérisée par une forte concurrence des opérateurs, et une zone rurale à faible population où la concurrence entre opérateurs est quasi inexistante. Cette concurrence est faussée du fait du faible nombre d'opérateurs mobiles que sont Orange, Bouygues Telecom et SFR. En effet on peut soupçonner une certaine entente sur les tarifs proposés aux consommateurs. Il serait alors peut être bénéfique qu'un 4^{ème} opérateur fasse son entrée sur ce marché.

Question n°8 : L'amélioration des conditions d'accueil des MVMO vous paraît-elle un enjeu important ? A quel titre ?

C'est un enjeu fondamental, en effet si l'on souhaite établir une concurrence saine entre les opérateurs, il faut donner la possibilité à des MVMO de pouvoir entrer sur le marché. Cela peut passer notamment par l'amélioration de leur condition d'accueil qui peuvent constituer un frein majeur à leur développement et rend difficile une réelle concurrence.

Question n°9 : L'enjeu de stimulation de la concurrence au bénéfice du consommateur vous paraît-il important pour l'attribution des fréquences disponibles dans la bande 2,1 GHz ? Vous paraît-il souhaitable que l'ARCEP déclare l'appel à candidatures infructueux si les candidatures reçues étaient insuffisantes au regard de l'objectif de stimulation de la concurrence ? En particulier, vous paraît-il pertinent d'attribuer les fréquences si aucun nouvel entrant ne faisait partie des candidats retenus et si aucun engagement significatif concernant l'accueil des MVMO n'était pris par les candidats retenus ?

La stimulation de la concurrence est un enjeu majeur dans l'attribution des fréquences disponibles dans la bande 2,1 GHz. En effet du fait du faible nombre d'opérateurs, il est possible qu'un quatrième acteur par sa présence bouleverse la concurrence établie depuis quelques années. Si les candidatures reçues étaient insuffisantes au regard des objectifs de stimulation de la concurrence, il serait souhaitable que l'appel à candidatures soit déclaré infructueux ce qui inciterait peut être les candidats à une plus grande compétitivité tarifaire. Il est important que les candidats aient des engagements sur l'accueil des MVMO car cela serait le signe d'une réelle volonté de l'opérateur de dynamiser la concurrence et cela permettrait peut être l'émergence de nouveaux services.

Question n°16 : Quels sont d'après vous les enjeux d'aménagement du territoire qui doivent être pris en compte dans l'attribution des fréquences résiduelles de la bande 2,1 GHz ? Quels engagements en matière de couverture UMTS vous paraissent-ils pertinents d'attendre des opérateurs mobiles existants dans le cas d'une attribution de fréquences supplémentaires dans la bande 2,1 GHz, au-delà de ceux figurants déjà dans les licences 3G de ces opérateurs et rappelés ci-dessus ?

Les enjeux d'aménagement du territoire qui doivent être pris en compte dans l'attribution des fréquences résiduelles sont de deux types. Le premier enjeu concerne les territoires ruraux qui constituent les zones blanches d'internet, en effet la 3G pourrait aider à résorber la fracture numérique des territoires reculés. La 3G permettrait pour ces territoires un désenclavement et un accès au plus grand nombre aux technologies de l'information.

Le deuxième enjeu est la couverture des zones plus fortement urbanisées en 3G ce qui permettrait un accès haut débit nomade.

Question n°25 : Des obligations minimales de déploiement analogues à celles imposées dans les premiers appels à candidatures 3G vous paraissent-elles pertinentes ?

Ces obligations sont pertinentes car elles sont gages d'une certaine maîtrise de la couverture territoriale. Cependant il paraît fort dommage que les objectifs à atteindre en terme de couverture soient fixés en pourcentage de population et non en pourcentage de territoire. En effet ce sont les territoires ruraux, peu peuplés qui seront les moins concernés par la 3G alors que ce sont les territoires les moins bien desservie en haut débit.

Question n°43 : L'ARCEP doit-elle envisager dès à présent le lancement d'une procédure d'attribution ? Si oui, selon quelles modalités (attribution sur l'ensemble du territoire ou attribution régionale ? quels critères de sélection ?) Une procédure fondée principalement sur un critère financier vous paraîtrait-elle pertinente ? Avec quel prix de réserve ?

L'ARCEP devrait lancer rapidement sa procédure d'attribution car il est important qu'un 4^{ème} acteur soit présent sur le marché et ne soit pas trop en retrait par rapport aux trois autres déjà présents. L'attribution devrait se faire à un échelon local et le Département semble être l'échelon qui prend le mieux en compte les besoins du territoire. L'aspect financier est important dans cette procédure mais le critère de l'objectif de couverture paraît être au moins aussi important sinon plus.